



2009 : Un budget régional offensif



TGV

Avec 1,218 milliard d'euros, le budget augmente de 3% par rapport à l'an dernier. Cette année, priorité aux transports collectifs (+22,8%), au développement économique (+18%), à la recherche et à l'innovation (+45%). La Région finance en 2009 des travaux

d'infrastructures d'une ampleur exceptionnelle pour les transports ferroviaires : 850 000 € pour financer les études de la ligne à grande vitesse (LGV) Toulouse-Bordeaux et 143 millions d'euros pour restructurer les voies dans l'Ariège, le Tarn et l'Aveyron. 267 millions

d'euros sont inscrits pour l'achat d'une quarantaine d'autorails «nouvelle génération».

Elle renforce son soutien à l'emploi et aux capacités d'investissements des entreprises confrontées à la crise financière. Elle investit aussi sur le long terme, en maintenant un effort

important sur l'éducation et la formation, essentielles face à la montée du chômage. Elle intensifie ses dispositifs de solidarité en direction des ménages.

Enfin, les exigences de développement durable sont respectées à travers l'ensemble de ses politiques.

Le Plan rail : deux fois le viaduc de Millau !

C'est le plus grand chantier de rénovation des voies de chemin de fer jamais engagé en France sur les transports régionaux (TER). La majorité des lignes sur lesquelles circulent actuellement les TER, était vouée à la fermeture d'ici 2020, si rien n'avait été fait. C'est pourquoi la Région a lancé avec ses partenaires, un investissement exceptionnel de remise à niveau du réseau existant. Sur un total de 820 millions d'€ de travaux, la Région finance 500 millions. Inaugurés avec la ligne Figeac-Bagnac, les travaux sont désormais achevés dans

le Lot et dans le Gers entre Toulouse et Gimont. La section Gimont-Auch sera achevée à une période ultérieure. En 2009, les chantiers de renouvellement des voies concernent Tarascon-Latour de Carol (mars-juin), Tessonnières-Rodez (juin-octobre) et Saint-Sulpice-Mazamet (octobre-janvier 2010). A terme, 550 km de voies et ballast seront renouvelés, 10 liaisons pourvues d'installations techniques modernisées, 3 sections de lignes doublées et la gare de Toulouse Matabiau modernisée pour répondre à l'augmentation du trafic.



Travaux vers L'Isle-Jourdain

Un budget 2009 volontaire et dynamique

Extraits du discours de Martin Malvy, président de Région

Assemblée plénière du 15 janvier



“ Des investissements forts et structurants sur les grandes infrastructures de transports ”

Nous avons inscrit des investissements forts et structurants de la politique régionale. Notre plan de relance à nous, nous l'avons lancé avant que la crise apparaisse au grand jour et il est durable. Des investissements qui portent d'abord sur les grandes infrastructures.

• **La LGV** pour laquelle nous avons, à l'unanimité, voté notre engagement : 423 millions d'€, une somme considérable, l'équivalent de 3 années de fiscalité à taux moyen des Régions !

Avec une grande inquiétude que j'ai exprimée à Dominique Bussereau. Je redoute en effet ce qui pourrait arriver en 2011, 2012 ou 2013 si la situation financière est toujours difficile, si l'on apprendait que l'on a fait Tours-Bordeaux mais que pour Bordeaux-Toulouse... On verra plus tard ! J'ai donc demandé à ce que l'on nous garantisse que les paiements que nous effectuerons s'accompagneront bien du lancement des travaux en 2011/2012. C'est un vrai sujet et une dépense excessivement lourde.

• **Le plan Rail est aussi un investissement lourd.**

Nous n'avions pas le choix, sinon il fallait tirer un trait sur le train en Midi-Pyrénées. Nous sommes la Région la plus mal lotie, le réseau est épouvantable. Nous avons la plus grande proportion de réseaux à voie unique, le moins de réseaux électrifiés. Il y a nous... et l'Auvergne ! Vous n'en êtes pas responsables, moi non plus !

Le plan Rail c'est deux fois le viaduc de Millau. 500 millions pour nous, 820 millions au total avec l'État, l'Europe, RFF.

Ces deux énormes dossiers s'accompagnent d'un certain nombre de dispositifs sur la signalisation en gare, sur les gares, sur le plan d'accessibilité. Sans oublier la mise en place de la carte Pastel et la poursuite de l'acquisition du matériel roulant. Nous avons encore 11 autorails neufs à réceptionner d'ici 2010, portant le parc de la Région à 72. Mais ce parc est encore insuffisant, il faut en commander d'autres. Une quarantaine, 335 millions d'euros d'autorisations de programme sur le matériel roulant pour les quinze ans à venir, dont 230 sur les nouvelles commandes fermes.

“ On ne peut demander à la Région de faire toujours plus, et dénoncer ensuite ses dépenses ”

En 2000, nous avons engagé le premier contrat de plan national sur les routes avec la plus grosse enveloppe régionale, – la Région avait fait autant que l'État et plusieurs départements et communautés d'agglomération étaient venus sur le projet, – un milliard d'euros ! Nous nous étions engagés – et c'était considérable par rapport à l'époque précédente – pour 360 millions d'€.

Aujourd'hui avec la réforme sur la régionalisation des trains (qui n'existait pas à l'époque), avec le désengagement de l'État sur la LGV (qui à l'époque ne demandait pas aux collectivités de participer) nous allons consacrer aux transports en Midi-Pyrénées sur les dix années qui viennent, trois à quatre fois plus que ce que nous avons consacré à la route sur le contrat de plan, qui été le plus important de toute l'histoire. Ce sont des sujets majeurs, sur lesquels nous ne pouvons pas faire l'impasse.

Fort heureusement, nous avons réussi à maintenir, cette année encore, l'autofinancement de la Région. Il s'élève à un peu plus de 230 millions d'€. Il se situe parmi les plus élevés par habitant, au plan national. Mais notre engagement sur l'endettement a ses limites. Qui a quelques connaissances en matière budgétaire, sait bien que la dette, cela se rembourse, que cela ne peut se faire qu'à partir de marges de manœuvre. C'est ce qui nous reste pour l'autofinancement, or si nous le réduisons trop, nous devons,

chaque année, augmenter d'autant nos emprunts. Si certains veulent un budget de la Région et des collectivités locales à l'image du budget de la France, qu'ils le disent. Rien n'est plus commode que de céder à la facilité. Si nous devons emprunter 1 milliard 300 millions pour répondre aux projets que je viens d'évoquer, cela représenterait plus de 100 millions d'annuités par an. Et nous devrions un jour emprunter 100 millions de plus puisque nous aurions 100 millions de moins en autofinancement.

“ Nous respecterons, malgré les difficultés budgétaires, nos engagements en faveur des lycées et des universités ”

Pour ce qui est de l'éducation, nous respecterons, malgré les difficultés budgétaires, les engagements que nous avons pris en faveur de l'enseignement secondaire, en poursuivant la réalisation du second programme pluriannuel de travaux, que nous avons adopté, en 2006, pour un montant de 750 millions d'€. Même en ramenant à 80 millions les crédits de paiement en 2009, le contrat sera respecté. La Région aura investi, je le confirme, à échéance de 2013, et ce depuis 2000, 1 milliard 300 millions d'€ sur nos 146 lycées. C'est considérable. Contrairement à ce qu'a pensé relever le Conseil économique et social régional (CESR), il ne s'agit pas d'un retard sur le plan, mais d'une adaptation du rythme de sa réalisation, compte tenu de l'avance que nous avons prise. Je m'en suis expliqué. Fin 2008 – 3 ans après – il est engagé de 61%. Reste 4 ans, et 39% de son montant.

Pour ce qui est de l'enseignement supérieur, nous nous sommes fortement engagés dans le cadre du contrat de projets, à hauteur de 90 millions d'euros, entre 2007 et 2013. Autant que l'État. Nous inscrirons 40 millions pour le seul exercice 2009 avec, notamment, la poursuite de la restructuration de l'université du Mirail sous maîtrise d'ouvrage régionale (UFR de langues, bâtiment des lettres et de l'administration), l'engagement de certaines opérations hors Toulouse, comme le solde du bâtiment des formations d'ingénieurs, à Castres, et les opérations des IUT et de Jean François Champollion, à Rodez, ainsi que la construction de logements étudiant sur le patrimoine foncier de la Région, que nous mettrons gratuitement – j'insiste sur ce point – à disposition des promoteurs, à Hélène Boucher et René Bonnet, pour quelques 500 logements.

À l'heure de la précarisation des parcours professionnels, notre politique en matière de formation sera renforcée avec, entre autres, l'extension de la gratuité des frais de scolarité à de nouvelles formations (ambulancier et aide médico-psychologique) qui compléteront des décisions déjà prises en 2007.

Nous continuerons à valoriser l'apprentissage qui accueille aujourd'hui 18 000 jeunes, qu'il soit le fait des CFA ou des lycées d'enseignement professionnel.

Alors qu'en 2004, nous nous étions engagés à majorer notre budget de la recherche de 90%, avant 2010, nous l'avons plus que doublé et, là aussi, il n'y aura pas de relâchement. Nous continuerons à honorer les engagements pris dans le cadre du Contrat de projets, qui s'élèvent, sur la durée, à 109 millions d'€ pour la recherche, l'innovation, les pôles de compétitivité, les filières d'excellence. C'est l'un des programmes les plus élevés au plan national. Nous sommes présents dans le plan Campus. J'ai

annoncé que nous serions prêts à y consacrer 25 M€. Certains ont dit : l'effort des collectivités locales est insuffisant. J'ai évoqué le sujet avec Madame Péresse. Au titre du Contrat de projets enseignement supérieur-recherche, nous sommes, nous collectivités locales, engagées pour 64,68 € par habitant. Régions d'une part, autres collectivités d'autre part, soit 129,36€. L'État, pour sa part, l'étant pour 64,68€ je le fais remarquer. 1/3 seulement de sa part. Ceci nous situe, par habitant, en tête des Régions françaises : 194€, contre 133 en PACA, 100 en Alsace, qui est devenue la Région la plus endettée de France ; moins en Aquitaine, Rhône-Alpes ou Languedoc-Roussillon.

Investir dans le savoir et la modernisation, c'est parier sur l'économie de l'intelligence, et donc soutenir l'emploi du futur, permettre à nos concitoyens de se qualifier tout au long de la vie et de pouvoir faire face au mieux aux aléas de l'existence.

“ Nous poursuivons l'effort sur la modernisation des structures économiques de la Région ”

Dans le même temps, nous devons poursuivre l'effort sur la modernisation des structures économiques de la région.

Je rappellerai simplement les décisions prises par la Région, à la suite de l'étude du BIPE. Je me féliciterai aussi d'avoir vu poser la première pierre de la nouvelle chaîne d'assemblage de l'A350, hier à Colomiers. Avec toute la gamme civile présente à Toulouse, Airbus voit ses compétences, dans l'assemblage des avions gros porteurs, reconnues. Ce défi technologique majeur aura aussi des répercussions positives et fortes sur tous les sous traitants, les laboratoires de recherche, les écoles d'ingénieur... tout du moins je l'espère. C'est ce qu'a dit

Thomas Enders en s'adressant à moi.

Nous avons créé le concept des zones d'activités d'intérêt régional. 14 portent aujourd'hui ce label, 7 sont en cours de réalisation, 11 autres sont en projet. Ces zones, largement réparties sur le territoire régional, feront l'objet en 2009 d'un site dédié et d'une promotion spécifique en France et à l'étranger.

Nous poursuivons également la politique des contrats d'appui aux entreprises. Il n'y a pas aujourd'hui d'autre région à avoir mis en place ce dispositif. Nous en avons signé plus de 400, à hauteur de 48 millions.

Nous allons continuer dans cette voie. J'ai demandé qu'un bureau d'études extérieur à la région soit missionné, et c'est fait, pour évaluer au bout d'un an et demi ces politiques. Sont-elles bonnes ? Sont-elles opportunes ? Les choix ont-ils été bien faits ? Quels sont les résultats ?

Enfin, en matière de financement de projets ou d'amélioration des hauts de bilan, - et ce n'est évidemment pas sans lien avec la crise des liquidités - nous avons adopté 4 dispositifs au cours des 2 derniers mois : une plateforme informelle avec les banquiers de la place, une amélioration du pourcentage des garanties apportées dans le cadre du fonds Oséo-Région, une participation de la Région au fonds Aérofund 2 et nous avons décidé de participer à la création et au renforcement du capital de Midi-Pyrénées Croissance, destiné au financement des PME, à des hauteurs qui n'étaient pas couvertes par l'Institut régional de développement industriel (IRDI).

Je voudrais souligner aussi au-delà des politiques traditionnelles, la montée en puissance des plans agricoles. Je pense notamment, au plan viticole qui a été efficace, qui a permis un certain nombre de réalisations et notamment la création du bassin Sud-Ouest, le premier reconnu au

plan national. Je pense aussi au plan bio dont je souhaite qu'il puisse encore être développé, puisque nous sommes la première région bio de France. Nous accompagnerons, bien sûr, AGRIMIP innovation, comme les autres pôles de compétitivité.

Quant au développement durable, il demeure évidemment l'une de nos priorités. Nous concentrerons désormais nos moyens sur le logement social économe et sur la rénovation thermique de l'habitat ancien, avec l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat et l'ADEME, dans le cadre des programmes d'amélioration de l'habitat.

“ Notre atout : une situation financière saine ”

2009 sera pour nous, dans la crise, l'affirmation et l'intensification des politiques régionales tournées vers l'équipement et la modernisation sans oublier la solidarité. Nous poursuivrons ce que nous avons engagé.

Notre situation financière encore saine, nous permet d'inscrire les investissements qui s'imposent, au prix d'un endettement prudent. Soit une augmentation de 11,5% du montant de l'emprunt prévu en 2009, par rapport à 2008, 235,7 millions d'€ contre 211,4 millions d'€. En moyenne annuelle, nous avons inscrit 145 millions d'emprunts de 2002 à 2008. Bien entendu non mobilisés. Cette année, nous en avons mobilisé 120.

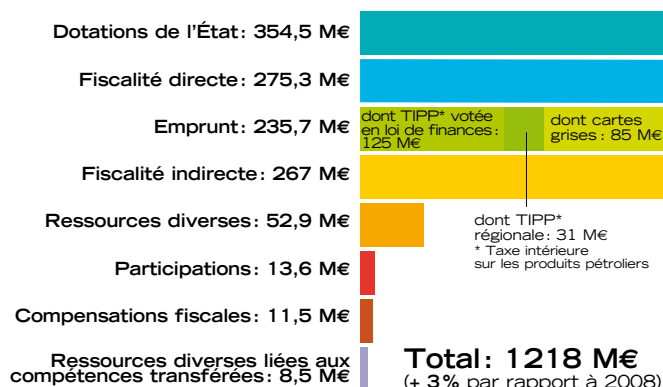
Dans le contexte actuel, je vous propose d'augmenter nos taux de fiscalité locale de manière modérée (+2,9%) et de porter le tarif des cartes grises à la moyenne nationale. Ceci nous permettra de préserver quelque peu nos marges de manœuvre pour les investissements du futur...

La version intégrale du discours est consultable sur le site de la Région :

www.midipyrenees.fr

Les recettes

Les taux de fiscalité locale ont été augmentés de manière modérée (+2,9%). La Région ne perçoit qu'environ 8% du total des impôts locaux. Par ailleurs, le tarif des cartes grises a été porté à la moyenne nationale (34 € par cheval vapeur). Ces mesures permettent de préserver les marges de manœuvre de la Région, pour financer les futurs investissements. La situation financière de la Région est saine. Elle permet d'inscrire les investissements qui s'imposent, au prix d'un réendettement prudent. Cette année encore, l'autofinancement de la Région est maintenu. Il s'élève à un peu plus de 230 millions d'€ et se situe parmi les plus élevés par habitant au plan national.



L'exécutif régional

Après le départ de trois conseillers régionaux, élus sénateurs, et leur remplacement par Chantal Dounot-Sobraques, Gérard Malhomme et Jean-Pierre Pouzoulet, la Région a un nouvel exécutif. Par ailleurs, Andréa Goumont devient présidente de la Commission des finances et Danielle Buys de la Commission culture et patrimoine.

> **Marie-Pierre Vieu**, en charge de l'économie solidaire et sociale et de l'insertion par l'économie.

> **Hélène Breton**, en charge de la culture, du patrimoine, de l'audiovisuel et de l'identité régionale.

> **Josée Souque** (2^e rang), en charge des affaires sociales, du logement, du thermalisme et du tourisme social.

> **Pierre Forgues**, en charge des infrastructures de transports, du suivi du Contrat de plan et des programmes européens.

> **Marc Carballido** (2^e rang), en charge de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et des Pays.

> **Marie-Claude Bascoul**, en charge de l'éducation et des lycées.

> **Philippe Guérin** (2^e rang), en charge de la coopération décentralisée, des échanges frontaliers et des relations européennes.

> **Martin Malvy**, président de la Région.



> **Bernard Raynaud** (2^e rang), en charge du développement économique, du commerce et de l'artisanat.

> **Monique Iborra**, en charge de l'emploi, l'insertion, la formation professionnelle, l'apprentissage et la politique de la ville.

> **Dominique Salomon**, en charge de l'évaluation des politiques publiques et régionales.

> **Jean-Louis Guilhaumon** (2^e rang), en charge du tourisme, des stations classées et des équipements de loisirs.

> **Alain Beneteau**, en charge de la recherche, de l'enseignement supérieur, du transfert de technologie et des NTIC.

> **Charles Marziani** (2^e rang), en charge des transports collectifs.

> **Marie-Lou Marcel**, en charge de l'environnement, du développement durable, et des énergies renouvelables.

> **Jean-Claude Traval** (2^e rang), en charge de la vie associative et de la citoyenneté.

La lettre de Midi-Pyrénées - Février 2009

Directeur de la publication : Martin Malvy,

Président de la Région Midi-Pyrénées.

Directrice de la communication : Marie-Christine de Zeeuw.

Responsable du service presse et publications : Thierry Charmasson.

Responsable des publications : Leïla Halhouli. Rédaction : Isabelle d'Araïh.

Conception : Latgé associés. Réalisation : Studio Oui Oui.

ISSN (en cours).

Dépôt légal : Hôtel de Région - 22, bd Maréchal Juin - 31406 Toulouse Cedex 9

midipypress@cr-mip.fr

Impression : Amadio.



RÉGION
MIDI-PYRÉNÉES